

n° 1

juillet 1972

front

brésilien

d'information



BRÉSIL : NOUVEL ELDORADO
DES ENTREPRISES
MULTINATIONALES!



40 p. 8029

SOMMAIRE

Editorial.	1
Education. Le Bresil sans masque .	3
L'aide américaine à l'éducation. .	6
L'abbé Comblin déclare	8
L'art aux Casernes	9
La dette externe du Brésil	10
Communiqué - Union Nationale des Etudiants	13
Communiqué - MR8	14
En Bref	15



EDITORIAL

Le Brésil est le nouvel Eldorado des entreprises multinationales. La possibilité de ne pas payer des impôts sur le revenu, l'absence d'impôts sur les manufactures exportées, les salaires industriels qui sont cinq et plus fois, inférieurs à ceux de l'Europe et des Etats-Unis, la répression contre les syndicats, l'abolition du droit de grève, les avantages financiers offerts par le gouvernement, tout cela ne sont que quelques unes des raisons qui attirent dans notre pays les capitalistes du monde entier. Jean Bernet est une équipe d'économistes qui viennent de publier une carte de ces investissements "Interinvest guide-Brazil and International Capital", publié en anglais et portugais par la Interinvest Editora e Distribuidora Ltda. de Rio de Janeiro. Ce travail fait le bilan de 2.000 entreprises originaires de 29 pays ayant des investissements au Brésil.

Une des conclusions que nous pouvons tirer de cette étude est que les multinationales agissent d'une façon différente selon leur pays d'origine. Les compagnies nord-américaines, donc originaires de la puissance dominante au Brésil, ont tendance à contrôler majoritairement leurs investissements ou à ne



La dictature militaire brésilienne dispose d'immenses ressources. Dans le monde entier elle mène une offensive diplomatique pour assurer sa survie. Nous ne disposons que d'une cause juste et de notre foi dans l'effort du peuple pour se libérer. C'est au nom de cet effort et de ceux qui sont engagés dans la lutte au Brésil que nous vous demandons de manifester votre solidarité par des contributions financières. Vos donations pourront être versées au nom de Mlle. DUPONT CCP. 2128539, PARIS.

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION

s'associer qu'à d'autres compagnies américaines. Ainsi la Hanna Mining Corp. prend une participation minoritaire (49 %) à la Minerações Brasileiras Reunidas, où à la United States Steel a une participation importante, à la Aluminium Company of America dans la Alcominas ou à la Morton Chemical dans la Carbocloro. Les investissements des compagnies originaires des pays moins influents ont tendance plus forte à s'associer minoritairement, tant avec des entreprises nord-américaines qu'avec des entreprises européennes. La description des investissements de Pont à Mousson-Saint Gobain a une participation minoritaire

Par l'intermédiaire de ses subsidiaires Degrement et Cofico (compagnie d'investissements), Pont à Mousson-Saint Gobain a une participation minoritaire dans la Metalurgica Barbara, productrice d'acier, et dans la Cofermat, entreprise de matériaux de constructions et une participatio majoritaire dans la Brasilit, qui fabrique des canalisations en amiante, et, à son tour, a une participation minoritaire dans la Mineração de Amianto, compagnie minière où la Eternit de Belgique a aussi des intérêts. Pont à Mousson-Saint Gobain, possède encore 50 % de la Sopemi, avec le groupe minier Antunes-US Steel pendant que Metalurgica Barbara a des investissements dans la Aracruz Florestal, entreprise forestière associée au groupe Norvégien Lorentzen, à la Brascan du Canada et à la C. Itoh du Japon Par l'intermédiaire d'une filiale établie à Curaçao Pont à Mousson-Saint Gobain possède encore la majorité des actions de Vidraria Santa Maria, un des plus grands fabricants de vitres du pays, à laquelle sont associés le groupe brésilien Prado et les entreprises, américaines Corning Glass et PPG industries.

La revue "Business Latin America", du 16 décembre 1971, ne ménage pas ses éloges au gouvernement brésilien et à sa politique économique de bras ouverts envers les investissements étrangers. En faisant le bilan de l'année précédente elle dit que "l'intérêt des compagnies internationales pour le Brésil est grandissant et atteint pratiquement tous les secteurs. En 1970, les entreprises étrangères ont investi 160 millions de dollars dans ce pays, et réinvesti 276 millions de leurs bénéfices. La programmation pour 1971 a

été semblable. Parmi les projets les plus importants récemment approuvés, par le Ministère de l'Industrie on signale: US\$30 du groupe Arbed, Luxembourgeois, pour accroître la production de son aciérie de la Mannesmann; 31,5 millions de dollars du groupe Dupont dans une fabrique de soude caustique dans le Nordeste et 12 millions, pour participer à une entreprise pétrochimique avec la Petrobras. La Bunge y Born, la Siemens, la Chrysler et la Saab Scania ont eu aussi des projets d'investissements approuvés.

L'intérêt du capital international pour le genre de développement économique préconisé par les autorités brésiliennes ressort de la simple lecture des journaux. En vingt jours, entre le 15 avril et le 5 mai 1972 les journaux brésiliennes ont publié les nouvelles suivantes:

-Les directeurs de Olivetti ont annoncé au président Medici une expansion de leur usine au Brésil d'un coût de 4 millions de dollars. 40% des machines à écrire Olivetti fabriquées au Brésil sont exportées.

-Les PDG de la United States Steel a annoncé la mise en route d'une aciérie à Belém do Para. Ce projet est associé à l'exploitation des mines de fer de la Serra dos Carajás, en association avec la Vale do Rio Doce. Projection d'investissements-500 millions de dollars.

-Les bénéfices bruts au Brésil de la monark, entreprise suédoise de fabrication de bicyclettes, ont été en 1971, presque aussi importants que son capital: 28 millions de cruzeiros de capital, 27,1 millions de cruzeiros de bénéfices bruts.

-Les directeurs de la banque Kreditanstalt fur Wiederaufbau, de la RFA, sont allés au Brésil pour négocier un prêt de 570 millions de Deutschmarks pour l'industrie sidérurgique. La banque a déjà appliqué au Brésil/ 350 millions de de marks.

Le groupe portugais Champallimand, qui possède à Sete Lagoas, Minas Gerais, une usine qui produit un million de tonnes de ciment par an annonce son désir d'acheter une aciérie au Brésil;

-Deux directeurs de la Smith Barney C. cinquième banque d'investissements des Etats Unis ,arrivent au Brésil en quête d'opportunités d'investissements.

-La Poliofinas ,entreprise petrochimique à laquelle sont associés la National Distillers ,l'International Finance Corporation, La Hanna Mining et d'autres groupes étrangers en plus de la Petrobras commencera à produire en juin, du polyéthylène.

-La Andreas Stihl Maschinenfabrik de la RFA annonce sa participation dans un investissement de l'ordre de 2 à 9 millions de marks pour installer, au Rio Grande do Sul la première fabrique de scies à moteurs du Brésil.

-Le vice-président du Brésil, admiral , Rademaker, inaugure à Aratu ,Bahia, la fabrique de fibres polyester de la Saffron-Teijin, entreprise japonaise associée au groupe libanais-brésilien Saffra. Cette fabrique qui produira, 5.500 tonnes de fil par an fera concurrence, à la Rhodia, jusqu'à présent monopoliste des fibres synthétiques au Brésil. *



L'EDUCATION :

LE BRÉSIL

SANS MASQUE

Dans le numéro nous avons cherché à synthétiser quelques problèmes concernant à la SANTE PUBLIQUE. L' édition de ce FRONT cherche à analyser selon les données de la dictature elle-même quelques statistiques importantes, relatives à l'éducation dans notre pays.

Les quelques passages de la préface du livre "Administration Scolaire" du professeur Arnaldo Niskier, titulaire de la chaise de l'Université de l'Etat de Guanabara, Brésil, (personnage étroitement lié au régime militaire implanté le 1° avril 1964), sont éloquentes: "les chiffres relatifs à l'Education Brésilienne certes sont honteux. On sait que le taux de scolarisation, dans l'enseignement primaire varie autour de 70%; il baisse à 10% au niveau secondaire, et est à 1,5% dans l'enseignement supérieur. Cela signifie qu'annuellement un immense contingent est candidat à la marginalisation: car tel est le destin de ceux qui ne fréquentent pas l'école".

En 1969, pour une population d'environ 90 millions d'habitants, il y avait 18 millions d'étudiants (14 millions dans le primaire, 4 millions dans le secondaire, et 317.000 dans le supérieur.)

Le professeur poursuit: "Dans le domaine de l'éducation, de nombreuses questions se posent, les réponses ne sont pas toujours faciles. Une chose est sûre: nous sommes sur la route de l'an 2000. Le rythme de notre croissance démographique se maintenant à un taux de 3%, la probabilité d'augmenter le nombre de ceux qui ne vont pas à l'école est toujours plus grande.

1. L'enseignement primaire

Malgré le paragraphe ironique de la Constitution Brésilienne qui stipule que l'enseignement primaire dans tout le pays est obligatoire pour tous les citoyens d'âge scolaire, la grande majorité d'enfants brésiliens n'ont même pas la possibilité d'entrer dans un établissement scolaire, et 20% seulement de ceux qui y entrent terminent un établissement scolaire, et 20% seulement de ceux qui y entrent terminent ce cycle. (Voir graphique I).

Par exemple, seulement en 1970, 3 millions d'enfants brésiliens ne trouvèrent pas de places dans les écoles, et ceux qui profitèrent d'une chance sont heurtés à des conditions très mauvaises. Le nombre très limité d'écoles fait que la grande majorité d'entre elles, même dans l'Etat de Guanabara, fonctionnent sur le régime des trois groupes, c'est à dire deux heures et demie de cours par jour, cinq fois par semaine pour chaque groupe.

Le corps enseignant chargé de l'éducation de ces enfants est par ailleurs - très défectueux sur 400.000 professeurs 140.478 n'ont jamais eu de formation - spécialisée. Un grand nombre d'entre - eux ont à peine terminé le primaire, et parfois, n'ont même pas ce niveau. Les conditions matérielles des écoles - sont aussi alarmantes. En 1968, le Brésil possédait 134.909 écoles primaires qui ne totalisaient que 241.026 salles de classe, c'est à dire une moyenne de 1,6 classe par école, ce que signifie que 94.500 écoles ne possèdent qu'une seule classe.

La manque de places, les mauvaises conditions d'enseignement au Brésil, ajoutés aux difficultés économiques croissantes - qui pèsent sur des millions de travailleurs dont le salaire réel - ne fait que diminuer depuis que la dictature a mis en pratique sa politique - économique - sont à l'origine d'un autre problème de l'éducation, l'évasion scolaire, l'abandon des écoles par les élèves. Entre les deux premières années - du primaire, la moitié des enfants incrits a disparu. Selon le ministère de l'éducation, - aujourd'hui "commandé" - par un colonel de l'Armée, totalement ignorant des problèmes de l'éducation - mais, très certainement spécialiste en répression - sur 1000 élèves inscrits - en première année, 200 seulement arrivent en quatrième année.

Cependant, il est inutile d'admirer un valet bien connu de la dictature, le journaliste Flavio Cavalcanti, lors - qu'il est obligé d'admettre dans son livre "Le Brésil en données" qu'au début - de l'année 1970 il y avait au Brésil - 22.092.000 analphabètes, au dessus de 6 ans. Dans le District Fédéral, "30% - des enfants âgés de 7 et 14 ans n'ont - jamais fréquenté une école.

Le problème tend à s'aggraver. Sur les - 13 millions d'enfants (entre 7 et 14 - ans) qui s'inscrivirent en 1970 dans - des écoles, 59% seulement le firent - dans des écoles publiques; le reste s'inscrivit dans des écoles payantes. Ce - pendant, il faut considérer que l'une - des résolutions du "Groupe de Travail" - chargé par le Ministère de l'Education - d'élaborer de nouvelles réformes qui - seraient comprises dans la "Loi des Di - rectives et des Bases de l'Education", - consiste essentiellement à éliminer la gratuité dans l'enseignement publique. (Les dépenses du Gouvernement Fédéral - cependant ne cessent de croître ac - quisition d'un matériel de guerre pour -

les forces armées et les dépenses en millions de dollars d'une poignée de - bureaucrates et de militaires chargés - de faire maintenant du "tourisme"; on - l'a vu lors de tranfert de la dépouille mortelle de l'ex-roi portugais Pe - dro I, ou lors des cours de spécialisa - tions permanents aux Etats Unis qui s' - adressent aux policiers et aux militai - res.)

2. L'enseignement secondaire

Les problèmes sont graves aussi à ce - niveau. Manque de places mauvais prof - sseurs, conditions précaires des écoles - évasion scolaire. Il y a seulement 12. - 800 écoles, dont 34,7% sont publiques - et 65,3% privées. Malgré le coût élevé - de l'enseignement dans ces dernières, - L'enseignement y est insuffisant. Les écoles secondaires classiques re - présentent 73%, alors que les cours - technico-professionnels (commerce, agri - culture, industrie, etc.) atteignent - 27%.

40% seulement des jeunes qui terminent - le primaire peuvent s'inscrire dans - les écoles secondaires. Et sur les ... - 1000 enfants inscrits à la première - année du primaire, 32 vont jusqu'à la - dernière année secondaire.

Ce secteur dispose d'environ 60.000 - professeurs, moins de la moitié a re - çu une formation universitaire, spécia - lisée. Dans le District Fédéral, selon - déclaration du Secrétaire de l'Educa - tion lui-même: "25% seulement des pro - fesseurs remplissent les conditions - nécessaires pour exercer dans l'ensei - gnement secondaire et le nombre crois - sant d'inscriptions oblige se secréta - riat de l'Education à prendre des ma - tres au qualification".

En 1969, il y avait 3.205.689 jeunes - inscrits dans le secondaire. L'évasion - prend cependant des proportions alar - mantes: 40% des jeunes qui commencent - ce cycle, le finissent.

3. L'enseignement universitaire

"De mauvaises installations, de pauvres - bibliothèques, de mauvais professeurs, - des mauvais systèmes d'enseignement - telle est la triste situation de notre - enseignement supérieur, selon les con - clusions aux quelles est arrivé l'Ins - titut de Recherches Economiques de la - USP. C'est ainsi que commence un arti - cle sur la situation de l'Université - dans l'Etat de Sao Paulo, un des plus - grands quotidiens du Brésil.

En effet, au Brésil, la situation de l'enseignement supérieur ne diffère en rien de celle de l'enseignement primaire ou secondaire. Avec 779 établissements et 278295 étudiants inscrits, l'université n'est permise qu'à une minorité insignifiante.

Dans la dernière décennie, le nombre de candidats aux écoles supérieures est passé de 83.000 à 176.000, c'est-à-dire a augmenté de 112%. Sur les 220.000 jeunes environ qui ont concouru en 1968, 95.176 ont pu s'inscrire. La situation s'aggrave en 1970, malgré les divers artifices "pédagogiques" employés par le "groupe militaire" qui a envahi et occupé le Ministère de l'Éducation et de la Culture.

Le gouvernement brésilien est en Amérique du Sud, le champion des tortures de prisonniers politiques, femmes et enfants compris, cependant en ce qui concerne le nombre d'étudiants à l'Université il se place en dernier rang; 251 universitaires pour 100.000 étudiants; en Argentine, Uruguay, Venezuela, Chili, Paraguay; les indices sont respectivement : 1.135, 629, 629, 625, 290.

D'un autre côté, les salaires des professeurs sont très bas dans tous les secteurs, et plus particulièrement dans les écoles privées.

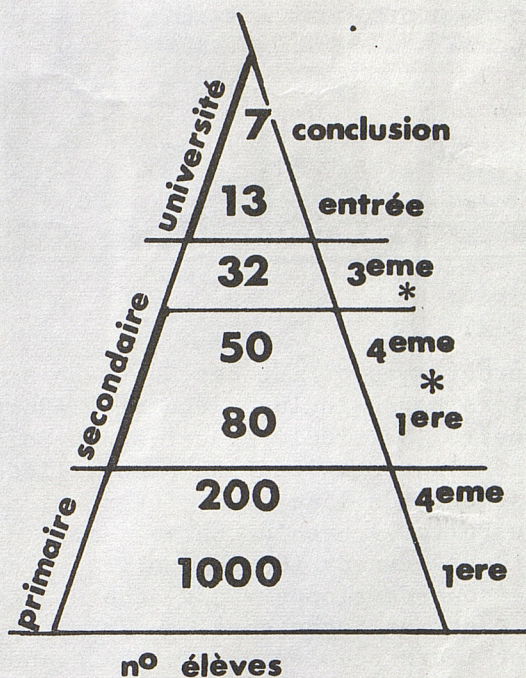
Outre cela, le retard du paiement, est, une tradition dans notre pays. Il y a des secteurs de la Fédération dont les professeurs n'ont pas été payés depuis plus de 10 mois.

Le niveau d'enseignement baisse donc, jour par jour, la majorité des professeurs se voit dans l'obligation, pour survivre de travailler dans plusieurs écoles, ou d'avoir d'autres activités, au lieu de consacrer leur temps à l'étude, la recherche, la mise à jour. On note parallèlement une fuite des professeurs. Le manque des professeurs qualifiés se fait sentir chaque année davantage.

Pyramide de la fuite scolaire

L'analyse de la pyramide de la fuite scolaire montre que 20% des inscrits de la première année scolaire terminent le cycle. Seulement 40% de ceux-là ont les possibilités d'entrer dans le secondaire. Un peu plus de la moitié de ce

dernier groupe complète le premier cycle. Environ 60% du nouveau groupe le terminent. De ce groupe 40% entrent à l'Université et la moitié de ces jeunes terminent leurs cours.



* 1ère cycle

* 2ème "

5. Les cours de post-graduation

La nécessité de perfectionner l'enseignement supérieur a amené les autorités à créer et développer des cours de post-graduation, du niveau thèse, doctorat.

Dans les grands centres culturels du pays, tels que Sao Paulo, l'état de Guanabara en particulier s'est formée, une pléiade de techniciens et scientifiques de très haut niveau. Cependant, après le coup d'Etat militaire, de 1964 un grand nombre des scientifiques a abandonné le pays à cause des persécutions politiques. Entre 1965 et 1970, 2.173 intellectuels ont quitté le Brésil. En 1970 la Fédération Nationale des Sciences des Etats-Unis d'Amérique révélait que le Brésil était le second pays latino-américain qui exportait des cerveaux. Selon le professeur, Athos da Silveira Ramos, attaché scientifique de la dictature aux U.S.A., il y avait dans le pays 529 scientifiques et chercheurs brésiliens.

L'AIDE AMERICAINE A L'EDUCATION



Les programmes d'aide des Etats-Unis , au Tiers Monde incluent une aide éducationnelle particulière-celle aux polices civiles et militaires. Depuis l'établissement de l'Académie Internationale de Police à Washington, au temps du Président Kennedy, 100.000 policiers du monde sous-développé y ont acquis les plus modernes techniques pour bien policier leurs peuples. Les plus grands bénéficiaires de ce programme ont été, évidemment, les fonctionnaires du régime sud-vietnamien. Les brésiliens sont les plus nombreux parmi les élèves originaires de l'Amérique Latine, suivis , de ceux de la République Dominicaine.

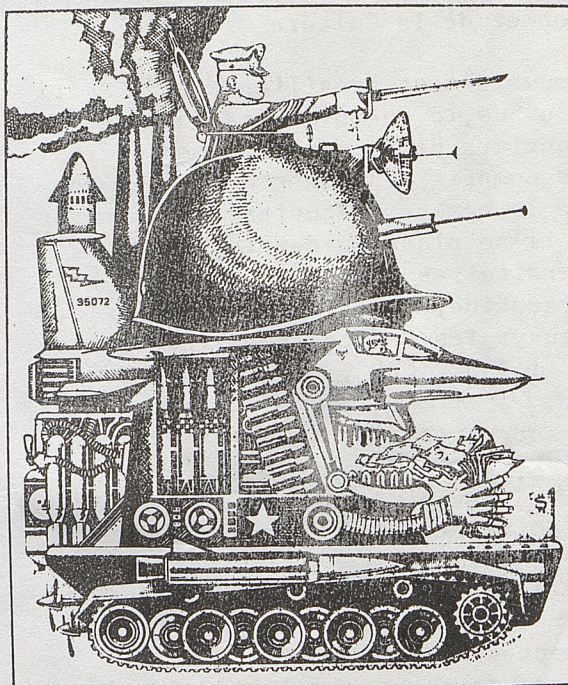
Voici le curriculum offert par l'Académie aux élèves du cours de "sécurité intérieure":

- Introduction à la Sécurité Intérieure
- La Nature de l'Insurrection
- La Cadre Fondamental d'une politique-Anti-Insurrectionnelle
- Opinions Opérationnelles sur l'Insurrection
- Introduction aux troubles civils
- Archives et Sécurité Intérieure
- La Planification du Contrôle des Emeutes
- La Photographie des troubles civils
- L'Équipement Spécial pour le Contrôle des troubles civils
- Le Casse-tête
- Les munitions chimiques
- Explosives et Démolitions
- Les facteurs environnementaux de l'Insurrection
- Considérations légales sur le contrôle des émeutes et des foules
- Les cibles de l'insurrection

Les services de la sécurité intérieure

- La Menace sur l'Amérique Latine
- Communications tactiques dans le contrôle des troubles civils
- La psychologie de la foule
- Les services de l'intelligence dans l'Anti-Insurrection
- Le contrôle des ressources et de la Police
- La contre-offensive des terroristes
- Les causes et caractéristiques des émeutes
- Voyage de la Instruction Pratique

Source-Revue de l'Académie Internationale de Police - Janvier-1967



VENTE d'ARMES

Malgré les immenses besoins d'armes , des troupes américaines et leurs satellites en Indochine, les Etats-Unis ont maintenu entre 1968 et 1972 un trafic d'armes assez dynamique avec l'Amérique Latine. Leurs principaux clients , ont été le Brésil et l'Argentine. Ci-dessous nous donnons un tableau de leurs achats :

ARGENTINE			
Quantité	Matériel	Usage et Coût	Date de livraison
8	Hélicoptère Hughes 369		1968

4	Helicoptère Bell- UH-1H		1968
7	Hélicoptère Fairchild Hiller		1968
14	Aero-Comman mander(avi- on léger)	\$1,5m.	1968
5	Piper PA-31 (avion turbo hélice)		1969
14	Hélicoptère Huges 269HM		1969/ 1970
7	Hélicoptère Bell 206 A, à réaction.	\$650.000*	1970
20	Avion de Cha sse.MacDonnel Douglas A-4F Skyhawk	\$5.m.	1971
4	Hélicoptère Sikorsky S-61 D	Guerre Navale	1972
6	Hélicoptère Huges 500M		1971/ 1972
33	Transport lourd-Lockeed C-130 E - Her cules		1971/ 1972

BRESIL

Quantité	Matériel	Usage et Cout	Date de livraison
5	Avion d'en trainement Lockeed T33		1968
6	Hélicoptère Fairchild- Hiller, FH1100		1968
7	Hélicoptère à anti- réaction Bell 206 A	guerrilla	1968/ 69
5	Transport lourd Lockeed C-130 Hercules	1,5Sm.	1969
6	Hélicoptère Bell UH-1D Iroquois	anti - guerrilla	1969
4	Hélicoptère Sikorsky S-61B	guerre navale	1969/ 70
25	Avion d'en trainement Cessna T-37	anti - guerrilla	1969/ 70
15	Avion de cha sse Douglas- A-4F Skyhawk		pas annoncé
1	Destroyer ty pe Fletcher	2100 à 3000 ton.	1968
2	vedettes tor pilleuses	en const truction	pas annoncé

Sources: Stockholm International Rese-
search Inetitute; London International,
Institute for Strategic Studies; Govern-
ment Business World -wide.
(Publié par NACLA Newsletter, Janvier
1972)

Le programme de ventes d'armements du
Pentagone est aidé par un effort de re-
lations publiques qui prend des caracté-
ristiques assez buffones. Voilà ce
que le San Francisco Examiner & Chroni-
cle a publié sur ce sujet le 25 jui-
illet 1971:

"Le Pentagone a dépensé plus d'un mil-
lion de dollars pour transporter des
futurs officiers brésiliens aux Etats-
Unis pour des voyages d'instruction",
de deux semaines qui passent par des
spectacles, des night-clubs à Las Ve-
gas, des visites à Disneyland, des cock-
tails au bord des piscines, des salves,
15 coups et de repos dans des hotels,
de luxe.

L'information a été publié par le sub-
comité Amérique Latine de la Commis-
sion de Relations Extérieures du Sénat.
La note de frais pour ce voyages 1968/
69 et 70 a été de US \$1.163.902. Le
président du subcomité, sénateur Frank
Church a qualifié les voyages des su-
per-bums, mais le major-général George
Beatty, qui les organise, affirme que "
"les visites orientés offrent une op-
portunité unique pour mettre des grou-
pes sélectionnés de leaders présents,
et futurs en contact avec la culture,
la technologie et le gouvernement des
U.S.A.. En 1970 la visite de l'école
d'officiers de l'Armée de l'Air, dont,
la note de frais fût des US \$101.600,
est passée par un show de l'hotel Star
dust, de Las Vegas. Les 59 visiteurs de
l'Ecole de Guerre Navale qui ont coûté
67.090 dollars aux contribuables, ont,
été reçus par une salve de 15 coups au
Centre d'entraînement Naval de San Die-
go et se sont promenés aux studios de
la Universal, à Hollywood, et à Disney -
land, où ils ont déjeuné au Blue Bayou!"



LA DETTE EXTERNE DU

BRESIL

FEDERATION DEMOCRATIQUE

INTERNATIONAL DES FEMMES

Le Conseil de la F.D.I.F. a diffusé la résolution suivante:

Il condamne les répressions sauvages, du régime dictatorial du Brésil contre les patriotes -hommes et femmes- et attire l'attention sur le fait que le Brésil, étant utilisé comme instrument, de l'impérialisme américain, représente un grand danger pour les pays voisins, qui se sont engagés sur la voie de transformations démocratiques. *



Le Conseil a aussi adressé les télégrammes suivantes:

Monsieur le Président
EMILIO GARRASTAZU MEDICI
Palácio da Alvorada
Brasília - Brasil

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes ayant appris avec stupeur l'arrestation d'ANTONIETA CAMPOS DA PAZ, ex-membre du Conseil de la F.D.I.F., actuellement arrêtée à la Prison de S. Judas Tadeu, à Rio de Janeiro Etat de Guanabara, vient demander l'intervention de V. Ex. afin d'obtenir son immédiate libération. *



Commission des droits de l'homme
ONU

La Fédération Démocratique Internationale des Femmes demande immédiate intervention O.N.U. afin que cesse situation torture des prisonniers prisonnières, en particulier, politiques brésiliens. Demande également que soit organisé une visite officielle aux prisons afin de vérifier "in loco" les conditions des détenus.*

Il s'agit de quelques données tirées, d'un article paru dans la revue "Conjuntura Economica" (avril 1972)

-NIVEAU DE LA DETTE EXTERNE

La dette externe du Brésil a atteint, en 1970 le niveau de 5.200 millions de dollars avec une très forte augmentation depuis 1967. (3.372 millions de dollars à cette date). La dette externe était de 3.071 dollars en 1960)

Autrement dit entre 1960 et 1967 la dette externe a augmenté de 10 à 15 % alors que de 1967 à 1970 elle a augmenté de 50 à 60 %.

-DETTE EXTERNE ET RESERVES INTERNATIONALES.

Il est vrai que les réserves internationales (or et devises étrangères) ont augmenté ces dernières années, et que, apparemment le montant des réserves a augmenté plus rapidement que le montant de la dette ce qui pourrait signifier que la situation est moins préoccupante.

Dettes Externes (1)

	Millions de dollars	Indice
1967	3372	109,8
1968	3917	127,5
1969	4403	143,4
1970	5295	172,4

Reserves (2)

	Millions de Dollars	Indice
1967	199	57,7
1968	257	74,5
1969	657	190,4
1970	1187	344,1

Dettes nettes (1-2)

	Millions de dollars	Indice
1967	3.173	116,4
1968	3.660	134,3
1969	3.746,3	137,4
1970	4.108,2	150,7

INTERETS (1)			AMORTISSEMENTS (2)		TOTAL (1+2)	
(+)	Indice	(+)	Indice	(+)	Indice	
'60	106	100	410	100	516	100
'65	156	147,2	304	74,1	460	89,1
'68	144	135,8	484	118	628	121,7
'69	180	169,8	533	130	713	138,2
'70	234	220,8	649	158,3	883	171,1
'71	330(1)	310	860(2)	210	1190	230

-Interets et amortissements de la dette externe-Poids relatif par rapport aux revenus d'exportations.
(+)= million de US \$

*

EXPORTATIONS (4)

(+)	Indice	$\frac{1+2}{4}$
1960	1270	100
1965	1545,5	125,6
1968	1881,3	148,1
1969	2311,2	182,0
1970	2738,9	215,7
1971	2900,0	232,2

En conclusion:

1. Interets et amortissements ont augmenté d'une manière très importante de puis 1968- 21% d'augmentation de 1960 à 1968 et 100 % de 1968 à 1971.

2. Certes, les exportations ont eu un taux de croissance soutenu ces dernières années permettant que le poids total des intérêts et amortissements se stabilise au niveau de 30 % des recettes d'exportation, cependant l'année de 1971 n'a pas été aussi bonne, d'une part à cause de l'augmentation importante des intérêts et amortissements, d'autre part parce que les exportations n'ont pas atteint le niveau.

3. Il va sans le dire que les sortis de devises sont plus, beaucoup plus importantes (voyages, transports, assurances, royalties, profits, assistance technique) L'ensemble de ces sortis supplémentaires sont comptabilisées dans la balan-

ce des transactions courantes poste, services.

Pour les années 1970 et 1971 on aurait alors:

1970-ensemble des services + amortissements = 1464 millions US \$ soit 53 % des exportations.

1971-ensemble des services + amortissements = 1835 millions de US \$ soit 63 % des exportations.

La situation n'est donc pas aussi saine qu'on peut le dire.

-NATURE DE L'ENDETTEMENT

C'est à ce niveau que se situe le problème le plus important.

Les prêts peuvent être plusieurs natures: financement des importations (créés par les fournisseurs) prêts divers, prêts financiers, autrement dit "prêts en argent liquide.

De 1965 à 1970 la structure de l'endettement a complètement changé.

	'65	'70
Financement des import.	40,2	40
Prêts financiers	8,6	43,1
autres	51,2	16,9
TOTAL	100	100

On voit donc que les prêts financiers, représentent actuellement une très grosse partie de l'endettement. Or quelle est la nature de ces prêts financiers et les délais de remboursements?

*

NATURE	Au 31/12/69		Au 31/12/70	
	(+)	%	(+)	%
-résolution 43	432,5	27	633,2	28,7
-instruction 289	374,5	23,2	381,2	16,7
-Loi n° 4131	798,7	49,8	1250,2	54,7
	1604,7	100	2264,6	100

DELAI DE REMBOURSEMENT

- 1 an	877,6	54,7	941,5	41,2
- 2 ans	1148,9	71,6	1340,8	67,4
- 3 ans	1235,2	77,0	1682,3	74,6

Les frets financiers se font particulièrement par deux canaux.

Loi n° 4131 - Elle autorise aux entreprises étrangères installées au Brésil de contracter des emprunts à court et moyen terme auprès de la "maison mère" à l'étranger, ou après des institutions financières étrangères.

Ce type de prêt représentait 49,8 % en 1969 et 54,7 % en 1970 des prêts financiers.

Résolution n° 43 qui autorise aux banques privées d'investissements et de développement de contracter des emprunts à l'extérieur.

Il est à noter que dans les deux cas, les facilités étrangères, sont données.

On constate donc:

1. Que toutes les facilités sont données aux entreprises étrangères pour leur financement.

2. Les entreprises étrangères contractent 1.250 millions DA de la dette externe soit 20 %. Cela en dit long sur le contrôle de l'économie brésilienne.

3. 67,4 % de ces emprunts en "argent liquide" ont un délai de remboursement de trois ans. Ceci entraîne comme conséquence que 44 % de la dette externe, est à rembourser avant 3 ans.

Pour conclure nous citons la même source (Conjuntura Economica):

"A partir d'une telle situation, l'expansion de notre dette externe ne peut se justifier difficilement à partir des emprunts en "argent liquide". Les crédits aux entreprises ne sont pas une raison suffisante pour augmenter les opérations d'une telle nature, car, l'effet monétaire de tel mécanisme est semblable à celui ayant comme origine les crédits du système bancaire du pays."

*

« CHARLIE HEBDO »
N° 84 - 26-VI-72

BRESIL 1972

12 000 PRISONNIERS POLITIQUES
15 000 ENLÉS
DES CENTAINES DE MORTS SOUS LA TORTURE

C'EST VRAI CE QU'ON RACONTE SUR LE BRESIL ?



SI VOUS VOULEZ DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, TELEPHONEZ A VARIG

C'EST DES MENTEURS ?

C'EST BIEN CE QUE JE PENSAIS



BON, VOUS ME RETENEZ DEUX PLACES SUR LE VOL 702 POUR RIO, SUR HEIN ?



ON DEMANDE ET REMERCIE LA DIVULGATION
DE CE COMMUNIQUE
UNIAO NACIONAL DE ESTUDANTES
SECAO DE SAO PAULO - BRASIL



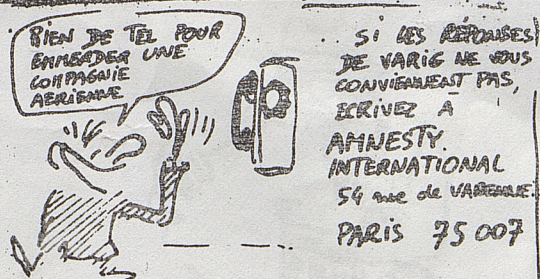
Malgré l'existence d'une commission des Droits de l'Homme, présidée par le Ministère de la Justice, -selon lequel, il n'y a pas des prisonniers politiques au Brésil- la répression bat son plein. A Sao Paulo seulement il y a plusieurs centaines de détenus politiques dans les cachots de l'OBAN, la fameuse operação Bandeirantes, organisme illégal qui reçoit des fonds de grands banquiers, et industriels, pour "combattre le terrorisme et la subversion" et dont les activités sont officiellement ignorées par le Gouvernement qui, néanmoins, les stimule dans les coulisses. Parmi les victimes de l'OBAN, arrêtées sans procès et maintenues dans un rigoureux isolement, on peut nommer;

-EDGARD DUARTE DE AQUINO- Fusilier marin. Arrêté, au secret depuis neuf mois. Soumis à des tortures barbares. Enregistré à l'OBAN sous un faux nom. Menacé d'exécution-

ANTONIO FERREIRA - Etudiant, Géologie de l'Université de Sao Paulo. Les tortures l'ont rendu fou. Arrêté depuis deux ans à l'OBAN, en flagrant irrespect envers la décision de la Cour Militaire Suprême qui avait déjà ordonné son internement.

-DARCI TOSHIO MIAQUI - Etudiant. Faculté de Droit de l'Université de Sao Paulo. Violentement torturé. Tuberculose. Menacé d'exécution.

LINDA TAYAN - Atteinte d'un coup de feu à la tête au moment de son arrestation. Enceinte (4e mois)



ONIR T. SAAD- Fonctionnaire. Belo Horizonte. Ayant reçu un coup de feu à la gorge, il est interné à l'hôpital militaire, on lui applique des drogues type Pentotal. Etat de santé très précaire.

ALVARO SCAVONE - Etudiant, physique à l'Université de Sao Paulo. Mitraillé, au moment de son arrestation, le 24 février, interné à l'hôpital de Clinique où on l'interroge.

-ELIANE MACEDO - Etudiante de Guanabara. Atteinte d'un coup de feu à la tête au moment de son arrestation. Hémiparalysique. Très torturée.

JOSE SALLES D'OLIVEIRA- Etudiant de physique de l'Université de Ceará. Condamné à perpétuité par la Cour de Fortaleza. (Ceará). Menacé d'être fusillé.

ESTRELA DALVA D'OLIVEIRA - Etudiante de Guanabara. Violentement torturée.

JORGE G. DE FIGUEIREDO- Economiste, Université Catholique de Sao Paulo. (Revista VISAIO) Très torturé. Le président de la commission de Liberté, de Presse (Soc. Interaméricaine de Presse) a fait une dénonciation en mars, à la Réunion de Costa Rica.

FRANCISCO CARLOS D'ANDRADE- Etudiant, secondaire, 20 ans. Violentement torturé pendant un mois, a essayé de se tuer, pour échapper aux sévices. L'OBAN dit qu'il n'est pas là.

MARCIA APARECIDA AMARAL- Etudiante, médecine de l'Univ. de Sao Paulo. Arrêtée chez ses parents auxquels on n'a pas dit où on l'amenait.

JOSE G. GIANINI - Employé de banque. Torturé. La Suprême Cour Militaire l'a autorisé à voir son avocat, mais l'OBAN n'a pas respecté cette décision.

La dernière manœuvre de l'OBAN, qui mérite d'être dénoncée de toute urgence, par la presse internationale, a consisté en une édition fautive d'un numéro (février 72) du journal VENCEREMOS de l'A.L.N. (Aliança Libertadora Nacional). Des milliers d'exemplaires de cette édition ont été distribués dans toutes les facultés, et instituts des Universités de SAO PAULO, pour être utilisés comme moyen d'accusation. *

URGENT

COMMUNIQUE DU

MR8

Ce communiqué a pour but d'essayer de sauver la vie d'un militant révolutionnaire brésilien actuellement en prison. Il s'agit de CESAR DE QUEIROZ BENJAMIN surnommé le "Meninho".

César a été arrêté le 30 août 1971 dans l'Etat de Bahia. Dès ce moment - là, la dictature militaire projetait de l'assassiner, suivant de façon cohérente sa politique d' "extermination des meneurs révolutionnaires". C'est ainsi que les organismes de répression niaient qu'il soit prisonnier alors qu'il était soumis aux plus cruelles tortures. C'est, après un mois de prison que l'armée de gorilles reconnut officiellement son arrestation et ceci grâce aux pressions exercées par sa famille munie des preuves matérielles auprès du Ministère de la Guerre.

Depuis son arrestation jusqu'à aujourd'hui, 9 mois, le camarade Meninho est traité comme un cas spécial. Malgré son jeune âge, il assumait des tâches importantes au sein de notre organisation dans la lutte du peuple brésilien et est considéré comme "ultra dangereux" par la répression. Comme témoignage de tout ceci, son comportement très courageux face aux tortures bestiales qu'il lui fit subir sans qu'aucune information ne lui soit arrachée. A cause de tout cela, considéré comme un "élément qui élève la morale des autres prisonniers" il fut presque tout le temps en cellule isolée.

Mais le compagnon Cesar, présente pour la dictature une autre particularité : au moment de son arrestation il n'avait que 17 ans et tous les actes pour lesquels il est accusé ont été commis, avant sa majorité. D'après les propres lois de la dictature, il ne peut être poursuivi en justice.

Plusieurs artifices juridiques furent tentés pour qu'on ne puisse pas le relâcher, comme l'oblige la loi: une équipe des médecins militaires furent "un exa-

men psychologique" que conclut à un âge mental de 35 ans pour pouvoir rendre responsable de ses actes. Toute une série des procès ont été montés contre lui pour pouvoir le maintenir indéfiniment en prison (il doit répondre à 32 procès)

Mais la loi est claire sur ce point : Meninho ne peut pas être jugé car il était mineur. La dictature militaire se trouve prise de court car elle découvre qu'elle n'avait pas prévu que des mineurs puissent prendre les armes contre ses crimes. Et elle découvre avec ses propres lois répressives qu'elle ne pourra pas condamner le compagnon Cesar.

Ceci redonne du poids à l'éventualité, qu'il soit assassiné. Ceci n'est pas une simple spéculation ; selon les affirmations certains éléments militaires, haut placés, on simulerait une fuite de Meninho pour l'assassiner.

C'est face à cette situation que nous communiquons, et demandons la plus ample divulgation de ce nouveau projet criminel, de la dictature. Aidez-nous à sauver la vie de notre compagnon.

Il a fait toujours preuve de fermeté, et courage, avant et après son arrestation. Devant sa valeur, la dictature ne peut plus que le tuer. De la solidarité active de toute personne, épris de justice et liberté dépend pour beaucoup, la vie de Cesar.

La diffusion des faits simplement exposés est un élément important qui peut gêner les plans de son assassinat. C'est au même temps, un acte de défense, des droits les plus élémentaires de la personne humaine et de dénonciation d'un crime de la dictature.

MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE DU 8 OCTOBRE



FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION
fondé en novembre 1969, et organisé de
façon autonome au service de la révolu-
tion brésilienne.



Directeur de la publication:

CLAUDE BOURDET

Imprimé: M.D.P.L.

14, Rue du FG. St. Denis-Paris

Correspondance: Front Brésilien d'Infor-

mation - M.D.P.L.é

B.P. 126 10 PARIS

Cher ami:

Nous voulons informer les amis du peuple brésilien de la réalité qui vit actuellement ce pays, sa lutte et son espoir de liberté. Nous avons besoin, donc, de votre collaboration, afin d'améliorer notre bulletin. Nous vous demandons de bien vouloir répondre les questions suivantes et nous l'envoyer à:

FRONT BRÉSILIEN D'INFORMATION

M.D.P.L. B.P. 126 10 PARIS

- 1) Lisez-vous le bulletin régulièrement?
- 2) Recevez-vous le bulletin: par la poste?
chez une librairie?
par des amis?
- 3) Votre nom et adresse
- 4) Voulez-vous continuer à recevoir le bulletin?
- 5) Nous avons de difficultés économiques, voudriez-vous nous aider à payer les frais de poste et impression, dans la mesure de vos possibilités? Vos donations pourraient être versées au nom de melle. DUPONT CCP 212 85 39 PARIS
- 6) Avez-vous des critiques, des suggestions à nous faire?

No. 1000

